



## Épidémie

# Déjà 30 morts de choléra dans le Nord

P. 10

# L'œil DU Sahel

Directeur de la Publication : Guibaï Gatama

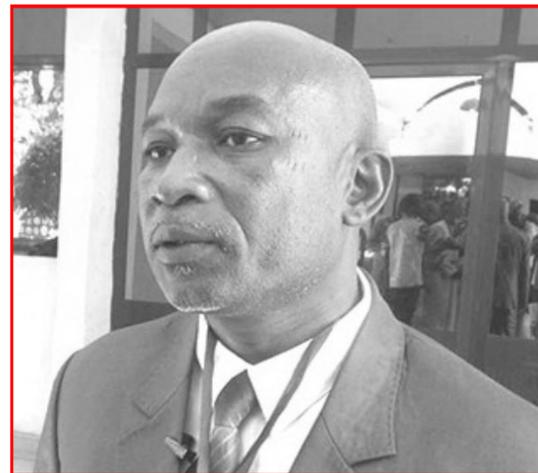
400 FCFA

Tri-hebdomadaire régional d'informations du Nord-Cameroun

N°1126 du mercredi 26 septembre 2018

## PRÉSIDENTIELLE 2018

# Paul Biya attendu le 29 septembre à Maroua



## «Nous faisons des propositions pour accompagner nos armées»

Lire la réflexion de Ali Mahamat, recteur de l'université de Diffa au Niger.

P. 5



## Université de Maroua 1216 enseignants et 248 ingénieurs formés

P. 4



P. 3

## Wangara 02 morts dans une attaque de Boko Haram

P. 3

## Justice Aboubakary Siddiki charge le régisseur de la prison principale

P. 11

## Adamaoua

# 02 enseignants accusés d'avoir contrefait «L'excellence en science 5ème»

P. 2

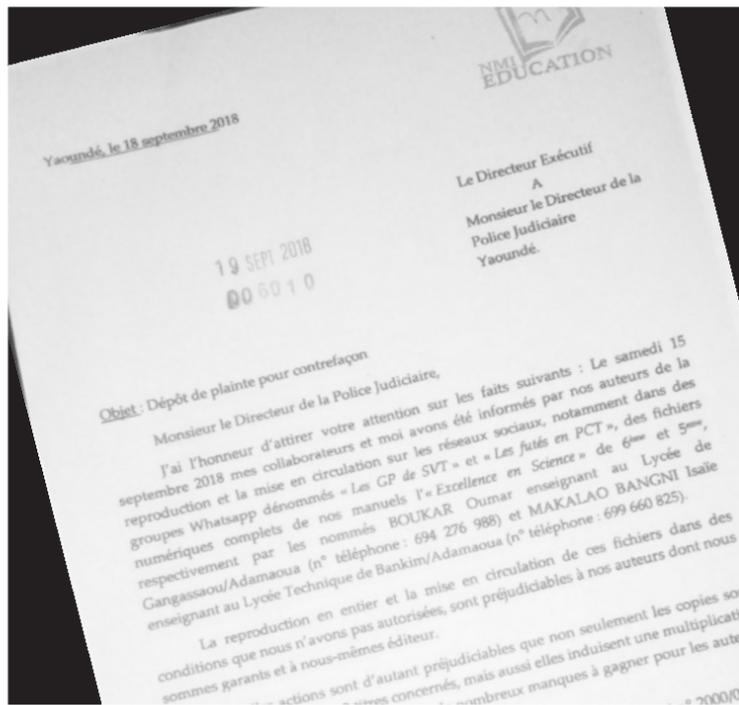


**ADAMAOUA.** Une plainte a été déposée contre eux à la police judiciaire à Yaoundé.

## 02 enseignants accusés d'avoir contrefait «L'excellence en science»

Par Bertrand Ayissi

Isaïe Makalao Bangni, enseignant au lycée technique de Bankim, département du Mayo-Banyo, affirme avoir reçu de nombreux coups de fil en cette matinée du 25 septembre. «L'éditeur nous accuse d'avoir scanné ce document et de l'avoir envoyé sur les réseaux sociaux. Moi je suis dans plusieurs groupes Whatsapp et j'ai reçu ce fichier et je l'ai simplement envoyé dans les grands groupes de SVT. Entre temps, j'ai eu à formater mon téléphone et l'éditeur me demande de trouver celui qui m'a envoyé ce fichier puisque j'ai formaté mon téléphone. On s'est arrangé, et je leur ai fait comprendre que je ne veux pas des soucis. Curieusement, je vois une plainte qui circule sur les réseaux, mais je ne l'ai pas reçue. L'éditeur m'a appelé une ou deux, et on s'est expliqués. Mais à ma grande surprise, on ne fait que m'appeler pour dire



La plainte en question.

qu'on voit mon nom circuler partout. On a surtout mis mon contact et celui de l'autre enseignant sur cette plainte et ça nous cause un préjudice parce que les gens cherchent à

savoir ce que j'ai fait et ont le plagiat au bout des lèvres. Je trouve ça rabaissant, car on devrait au moins me remettre la plainte que de la publier sur les réseaux sociaux. Et je

trouve que c'est une affaire louche parce que tous ces livres, notamment le fameux Excellence en Sciences 5e, celui de 6e, 4e sont sur les réseaux sociaux. Mais pourquoi l'éditeur s'en prend seulement à nous deux ?, précise-t-il. Boukar Oumar, enseignant au lycée de Ngangassaou dans le département de la Vina, n'a manifestement pas eu le temps de répondre à nos préoccupations.

C'est que ces deux enseignants en service dans la région de l'Adamaoua, font l'objet d'une plainte déposée le 19 septembre dernier à la direction de la police judiciaire à Yaoundé, par Jackson Nfongwei, directeur exécutif de la maison d'édition Nmi Education. «Le samedi 15 septembre 2018, mes collaborateurs et moi avons été informés par nos auteurs de la reproduction et la mise en circulation sur les réseaux sociaux, notamment dans des groupes Whatsapp dénommés «Les GP de SVT» et «Les futés en PCT», des fichiers numériques complets de nos manuels l'«Excellence en Science» de 6<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup>, numériquement par les nommés BOUKAR Oumar enseignant au Lycée de Gangassaou/Adamaoua (n° téléphone : 694 276 988) et MAKALAO BANGNI Isaïe enseignant au Lycée Technique de Bankim/Adamaoua (n° téléphone : 699 660 825). La reproduction en entier et la mise en circulation de ces fichiers dans des conditions que nous n'avons pas autorisées, sont préjudiciables à nos auteurs dont nous sommes garants et à nous-mêmes éditeur. Les actions sont d'autant plus préjudiciables que non seulement les copies sont nombreuses, mais aussi elles induisent une multiplication de copies, ce qui nous cause de nombreux manques à gagner pour les auteurs et l'éditeur», a écrit Jackson Nfongwei au directeur de la police judiciaire. C'est donc dans l'attente d'une suite légale que l'éditeur requiert l'application des articles 80, 81 et 82 du code pénal, qui définissent la contrefaçon et la condamne d'un emprisonnement de 5 à 10 ans et d'une amende de 500 000 Fcfa à 10 000 000 FCFA, ou de l'une de ces peines. La suite de cette affaire se positionne comme un autre scandale après celui autour des contenus de L'Excellence en science. ■

**COMPÉTITION.** Les inscriptions vont du 15 septembre au 9 octobre 2018.

## Le concours Miss Orangina est lancé



Présentation du concours MISS ORANGINA 2015 à la Presse.

Par Alkali

Pour cette édition, les inscriptions vont du 15 septembre au 9 octobre 2018. La finale, elle, aura lieu le 15 décembre 2018 au Palais des Congrès de Yaoundé. Cette année, cette compétition compte de nombreuses innovations. D'abord le digital. Il aura une place non négligeable et d'ailleurs, explique Yves Christian Dikongo, le chef segment boissons gazeuses. Les trois candidates élues au terme de la finale seront choisies sur la base du vote du jury à 60 %, et à 40 % via le digital. Ici donc, le vote du public sera important, ce qui est une innovation.

Toujours en terme d'innovation, «nous allons toucher

pour la première fois le Sud», annonce M. Dikongo, en précisant que la compétition va concerner cette année les régions du Littoral, du Centre, du Nord et du Sud.

En guise de conditions à remplir, les candidates doivent être de nationalité camerounaise, être âgées de 18 ans au moins et 25 ans au plus à la date du casting. Les portes ne sont pas fermées aux candidates mineures. Mais, celles-ci doivent se munir d'une autorisation parentale, d'une photocopie de la carte nationale d'identité et de l'acte de naissance du parent. Il faut, en outre, pour toutes les candidates, être célibataires, ne pas porter de tatouage, encore moins de piercing visibles.

La Miss Orangina ne doit jamais avoir posé nue ou fait l'objet de publications où la candidate apparaît partiellement ou totalement dénudée.

Pour participer à la compétition de Miss Orangina 2018, il faut n'avoir jamais été l'ambassadrice ou l'égérie d'une autre marque. L'heureuse élue

«reçoit tout ce qui lui ai promis sans oublier des accompagnements», témoigne Fabiola Atta, la Miss Orangina sortante. ■

**INTERNET.**

## Mtn Cameroun lance Yabadoo



Les jurés

Par Alkali

Le 20 septembre dernier, MTN Cameroon a annoncé le lancement d'un service de streaming vidéo baptisé «Yabadoo». Ce service vient révolutionner l'offre locale sur les contenus vidéo à consommer en ligne. En effet, à travers cette offre, les Camerounais ont désormais la possibilité de suivre en stream-

ming, de nombreuses stations tv. Il s'agit de médias tels que la Crtv, Canal2 International, STV, Vision4, LTM. Des bouquets news, divertissement et jeunesse, avec des chaînes telles qu'AfricaNews, France24, TV5, Vox Africa, Manga TV, Fashion TV, Sports TV, Nina TV, Canal2 Movies, etc.

Par ailleurs, l'application offre des contenus stockés

comme des séries et longs métrages. Les gros succès de l'univers cinématique sont également au rendez-vous. Parmi eux, l'on retrouve James Bond, John Wick, Transformers, Moi Moche et Méchant, l'Age de glace, Very Bad Trip, Saw, Game of Thrones, Breaking Bad, Dexter, The Walking Dead, Flash, Prison Break, Arrow et autres y sont disponibles.

Yabadoo est accessible à partir de 100 FCfa pour les bouquets de télévision, 350 FCfa pour un long métrage et 500 FCfa pour une série. Mieux encore, le streaming du contenu via l'application ne consomme pas le forfait internet de l'utilisateur. Pour les producteurs et les médias, Yabadoo permet d'élargir leurs audiences et d'améliorer leurs revenus. Avec Yabadoo, MTN réaffirme sa position de catalyseur du développement d'une réelle économie numérique au Cameroun. ■

**PRÉSIDENTIELLE 2018.** Les préparatifs dans le chef-lieu de l'Extrême-Nord se sont accélérés ces derniers jours.

# Paul Biya attendu le 29 septembre à Maroua

Par Douworé Ousmane

«Sauf changement de dernière minute, le chef devrait être à Maroua le 29 septembre pour repartir le lendemain, 30 septembre», affirme une haute personnalité originaire de la région de l'Extrême-Nord qui a ses entrées au palais de l'Unité. En tout cas, les signes de l'imminence de la visite de Paul Biya à Maroua, dans le cadre de la campagne de l'élection présidentielle débutée le 22 septembre 2018, se précisent. En dehors des milliards de FCFA injectés ces dernières semaines dans la voirie urbaine, le gouverneur de la région a été convoqué à Yaoundé le 24 septembre 2014 pour faire le point des préparatifs et recevoir les dernières instructions. Puis, Midjiyawa Bakary, à la tête de cette région depuis juin 2014, a aussitôt regagné Maroua le même jour pour prendre en main les préparatifs de l'accueil du candidat -président.

Le 25 septembre 2018, son programme mentionnait une descente sur le terrain pour constater les avancées de la campagne spéciale d'assainissement lancée dans les trois communes d'arrondissement de Maroua. D'une enveloppe globale de 90 millions FCFA débloquée par la présidence de



Paul Biya. La force de l'expérience

la République, cette opération vise à donner, le temps de la visite du chef de l'État, un semblant d'éclat à certaines artères de la capitale régionale de l'Extrême-Nord. «Le candidat Paul Biya doit pouvoir toucher du doigt la réalité. Pourquoi lui cacher ce qu'est Maroua? Comment peut-il s'attaquer aux problèmes si à chaque fois, il faut mettre une couche de vernis sur la réalité?», s'interroge Abdourahman. «C'est cette tricherie-ci que nous dénonçons, que nous refusons. Toujours la politique de l'autruche, de la fuite en avant,

et une fois le chef de l'État parti, nous serons une fois de plus abandonnés à nous-mêmes», poursuit l'étudiant.

De fait, depuis qu'une probable visite du chef de l'État à Maroua flotte dans l'air, la capitale régionale de l'Extrême-Nord a rarement été l'objet de si grandes attentions de la part du gouvernement. Trois milliards FCFA ont ainsi été débloqués en urgence par la présidence de la République via le ministère du Développement urbain et de l'habitat (Minduh), au profit de trois entreprises chargées de bou-

cher les nids de poule le long des voies que devrait emprunter le candidat -Président. Avant cette belle générosité, le Minduh avait déjà injecté 2,7 milliards FCFA dans la voirie urbaine et 3,5 milliards FCFA pour l'aménagement des berges du Mayo auxquels il faut ajouter les travaux effectués par le Génie Militaire pour un montant global de deux milliards de FCFA.

«L'Extrême-Nord l'a toujours accompagné, lui est d'une grande fidélité et le conduira à la victoire. Nous ne marchons pas notre soutien au

Président», souligne Joseph Toura, responsable du Rdpc dans le Diamaré. Locomotive électorale du Grand-Nord et enjeu majeur de cette élection présidentielle, l'Extrême-Nord qui affiche à son compte plus d'un million d'électeurs a toujours été un partenaire politique décisif pour le candidat Paul Biya. Mais depuis quelques années, une sorte de désaffection s'est installée chez les populations au fur et à mesure que l'élite locale qui lui sert de relais sur le terrain perdait en crédibilité. «Les gens regardent le Président Paul Biya à travers leurs élites. Or, nombre de celles-ci sont vomies», regrette Joseph Toura.

Plus que le défi de la mobilisation qui sera assurément gagnée, c'est l'enthousiasme de l'Extrême-Nord profond qui pourrait faire défaut à ce grand moment de la campagne présidentielle. «Les gens ici aiment le Président. Quoi qu'on puisse dire, il fait partie de leur quotidien et je puis vous rassurer qu'il va largement remporter le scrutin ici. Mais il ne faudra surtout pas mettre l'éclatante victoire attendue à l'actif de l'élite du Rdpc. Surtout pas», insiste Lazare Vourjeuk, un diplômé de l'enseignement supérieur mais moto-taximan à Maroua. ■

**MAROUA.** L'initiative de la présidence de la République suscite la polémique.

## 90 millions de FCFA pour embellir la ville avant l'arrivée de Paul Biya



Des matériels pour l'assainissement de la ville de Maroua avant l'arrivée de Paul Biya.

Par Jean Areguema

Le gouverneur de la région de l'Extrême-Nord, Midjiyawa Bakari a lancé le 22 septembre dernier, une campagne spéciale d'assainissement de la ville de Maroua. D'une durée de deux semaines, cette campagne baptisée «keep Maroua clean and green», vise à rendre propre le chef-lieu de la région de l'Extrême-Nord dans la

perspective de la venue du chef de l'État dans les prochains jours.

Financée à hauteur de 90 millions de FCFA, débloqués par la présidence de la République, la campagne d'assainissement concerne les trois arrondissements de Maroua. Chacune des communes de ces arrondissements a reçu la somme de trente millions de F. Cet argent, est destiné à

l'achat des matériels tels que les brouettes, les pioches, les bottes et les gangs de protection, mais aussi à appuyer les chefs de quartiers et à payer les jeunes recrutés pour la circonstance.

Pour la réussite de cette campagne spéciale d'assainissement, chaque commune a recruté 225 jeunes et 15 superviseurs; soit au total, plus de 700 jeunes. Ils ont pour tâche le balayage des rues, le curage de caniveaux, le pavoisement des arbres, l'entretien des espaces verts, la plantation des arbres et la lutte contre la divagation des bêtes dans la ville. Les 700 agents de salubrité vont donc sillonner tous les quartiers de Maroua pour les débarrasser de la saleté. Pour le maire de la commune de Maroua 1er Hamadou Hamidou, «L'objectif assigné à cette opération est de redonner à la ville la sécurité, la tranquillité et l'attrait nécessaire pour un cadre de vie sain et propre. Maroua se donne ainsi les armes pour une ville qui aura fière allure», a-t-il indiqué.

### POLÉMIQUE

Pour les populations de la ville de Maroua, il ne fait l'ombre d'aucun doute que la campagne spéciale d'assainissement est lancée en prélude à l'arrivée annoncée de Paul Biya pour sa campagne électorale. Si certains saluent et apprécient ce clin d'œil spécial de Paul Biya, d'autres en revanche, fustigent cette initiative à visée électorale. «Pourquoi c'est en cette période précise que la présidence de la République débloque de l'argent pour l'assainissement de la ville? Alors que même en période d'épidémie de choléra, une telle somme n'avait jamais été débloquée. Est-ce que c'est quand Paul Biya est annoncé à Maroua qu'on doit penser à la propreté de cette ville?», tempête un Mamoudou, un habitant de Maroua. En tout cas, du côté du gouverneur de la région de l'Extrême-Nord, c'est un autre son de cloche. «Cette campagne spéciale a été lancée tout simplement parce que nous sommes en saison des pluies. Période propice

au développement de certaines maladies telles que le choléra et le paludisme. C'est une opération décidée par le chef de l'État», a rétorqué Midjiyawa Bakari. ■

### FOTOKOL.

## 02 morts dans une attaque de Boko Haram

Par Y.S.

Alhadji Moussa et Alhadji Ndjidda, revenus de la Mecque il y a peu d'où ils s'étaient rendus en pèlerinage, ont trouvé la mort le 24 septembre dernier dans la localité de Wangara dans une attaque terroriste menée par des éléments de Boko Haram. Selon des rive-rains, l'attaque s'est produite dans la nuit, et a également fait deux blessés. Pour rappel, la localité de Wangara est située à 4 km environ de la localité de Fotokol et à moins de dix kilomètres de la frontière avec le Nigeria. ■

**UNIVERSITÉ DE MAROUA.** Ils ont reçu leurs diplômes des mains du recteur, le Pr Idrissou Alioum.

## 1216 enseignants et 248 ingénieurs formés



Remise des diplômes aux lauréats de l'ENS et FMIP de l'Université de Maroua.

Par Moïse Amedje

L'université de Maroua vient de remplir l'une de ses missions régaliennes. Le Pr Idrissou Alioum, recteur de l'Uma représentant le ministre de l'Enseignement Supérieur, a présidé la cérémonie de remise solennelle des diplômes aux lauréats de l'École Normale supérieure et de la Faculté des Mines et des Industries pétrolières arrivées en fin de formation sur le campus de Kongola-Djoulgouf ce 21 septembre 2018.

Selon le recteur, le Pr Idrissou Alioum, cette double cérémonie de remise des parchemins bien qu'étant une tradition pour l'ENS qui livrait sa 9e promotion, mais elle est particu-

lière pour la Faculté des Mines et des industries pétrolières qui en livrait la 1re promotion sur le terrain. Au total ce sont 1216 professeurs (Collèges et lycées) et 248 ingénieurs des travaux prêts à être opérationnels sur le terrain.

Les responsables de ces institutions sont satisfaits, confiants sur les compétences et les capacités de ces diplômés à s'affirmer sur le terrain et apporter une plus-value pour la nation si l'on considère tout ce qu'ils ont acquis sur le plan théorique. «Je rends grâce à Dieu d'avoir commencé un travail et d'être au bout de mes efforts, de voir les fruits. À Kaele ce n'est pas évident, ils ont travaillé dur pour arriver à

ce niveau. Je leur ai dit toujours que la faculté a été créée pour booster le secteur minier; et la participation de ce secteur pour booster le PIB est très importante. Qu'ils aient un bon mental de travailler pour relever les défis, qu'ils soient autonomes parce qu'ils ont toutes les capacités et les compétences pour réussir» a confié, Ngo Bum Elisabeth, doyenne faculté des mines et des industries pétrolières.

Pour ce qui est de l'ENS, le Pr Saïbou Issa s'est dit satisfait de la sortie de ces lauréats. Il note aussi que «c'est une satisfaction pour la masse des parents, ce sont non seulement des professeurs qui vont résoudre le problème de manque d'en-

seignant, mais c'est aussi des familles qui voient leurs enfants accédés à l'emploi et probablement pourront dans les années à venir s'assumer et aider leurs parents». Saïbou Issa, directeur de l'ENS a précisé aussi que les 1216 lauréats de l'ENS de Maroua qui ont reçu leurs diplômes qui porte à 22 490 le nombre de lauréats que cet établissement a produit depuis 10 ans ce qui d'après est un bon indicateur de performance.

À l'issue de la cérémonie Idrissou Alioum, recteur de l'UMA a précisé que ces lauréats sont moulés avec l'assurance qualité et a rassuré les employeurs de cette cuvée qu'ils ont été formés dans les règles de l'art. «Le message que je vais lancer est qu'il va falloir opérationnaliser ce qu'ils ont appris sur le terrain parce qu'il y a un gap entre la théorie et la pratique; en ce qui nous concerne, nous avons pleinement confiance à leurs capacités d'adaptation, je pense que la capacité de résilience est un aspect très important. En ce qui concerne l'Uma, nous venons combler le déficit des enseignants et former des ingénieurs capables d'impulser le développement de notre pays».

Après la remise des diplômes ponctués par des cris et des pas de danses des lauréats sous la musique de la fanfare de l'université, la satisfaction et la joie étaient visibles sur le visage de ces récipiendaires. ■

## SEPTENTRION. Le Prodel au chevet de 18 communes

Par Jean Areguema

Le projet de développement de l'Élevage (Prodel) entend apporter des réponses immédiates et efficaces dans le secteur de l'élevage dans les régions septentrionales. Sept mois après le lancement de ses activités à Maroua dans la région de l'Extrême-Nord, elle s'ouvre aux communes à travers la signature d'une série de conventions de cofinancement des sous-projets de 30 communes dans quatre régions pour une enveloppe globale de 5 milliards et demi de FCFA. Après les régions de l'Est et de l'Adamaoua, 18 communes dont 8 de la région du Nord et 10 de l'Extrême-Nord vont à leur tour bénéficier de ce projet du Prodel. La cérémonie de signature de ces conventions de cofinancement s'est déroulée vendredi dernier dans les services du gouverneur de la région de l'Extrême-Nord en présence du Dr Taïga, ministre de l'Élevage des Pêches et des Industries animales (Minepia), du gouverneur de la région Midjijawa Bakari et de quelques maires qui se sont personnellement déplacés pour Maroua. Il s'agit des maires des communes de Logone Birni, Tokombéré, Pette, Guider, Ngong, Garoua III et Lagdo.

«Les sous-projets communaux seront financés à hauteur de 90 % pour le Prodel et 10 % pour les municipalités. Bien plus, grâce à ses actions d'envergure nationale et aux changements structurels qu'il promeut, le Prodel favorisera un environnement propice au développement inclusif des chaînes de valeurs pour les organisations des producteurs et un accroissement des investissements dans la production, la transformation et la commercialisation des produits ciblés», explique le Dr Taïga. Une opportunité pour les communes bénéficiaires dont les éleveurs font face à la longue période de sécheresse et les effets de changements climatiques les obligeant à parcourir de longues distances pour abreuver et nourrir le bétail.

Au terme des diagnostics validés par les acteurs locaux, le Prodel a identifié des axes d'interventions pour permettre une gestion durable des ressources pastorales à savoir les aménagements des parcours afin de les sécuriser et en améliorer la productivité; le développement des infrastructures communautaires pour l'amélioration des services de santé et une meilleure couverture des besoins hydriques, surtout en saison sèche; le renforcement des capacités des organisations des éleveurs pour mieux gérer les ressources pastorales; influencer les prix du bétail au profit des producteurs et les politiques locales de développement. Pour l'année 2018, le Prodel a passé des ententes directes avec les opérateurs pour élaborer 17 plans de gestion des ressources pastorales assorties des sous-projets dans 5 communes dont 4 dans la région de l'Extrême-Nord, 4 dans le Nord, 4 dans l'Adamaoua et 4 dans la région de l'Est. ■

**NGAOUNDÉRÉ 3E.** Le mérite scolaire a été encouragé par Ishaga Daouda, président de la section Rdpc Vina sud 1C.

## 240 élèves primés et 1500 actes de naissance remis aux enfants

Par Francis Eboa

La deuxième édition de la promotion du mérite scolaire à travers la prime d'excellence dans l'arrondissement de Ngaoundéré 3e a eu lieu le 24 septembre 2018 au stade du lycée de Malang. L'œuvre est celui du président de la section Rdpc Vina sud 1C Ishaga Daouda. Pour cette année, plusieurs innovations étaient au rendez-vous. Il s'agit par exemple d'une campagne de déparasitage des enfants scolarisés et non scolarisés de cet arrondissement, âgés de 01 à 15 ans, de la remise de 1500 actes de naissance à des centaines d'enfants à travers des jugements supplétifs, et la remise du matériel sportif à toutes les sous-sections du ressort de Ngaoundéré 3e. Un événement qui coïncide cette année avec le lancement de la campagne présidentielle au Cameroun. «Tous les événements ont une historicité. Pour les bourses scolaires, nous en sommes pratiquement à la 2e édition. Pour ce qui concerne la finale de football du championnat de vacances qui s'est jouée dimanche, c'était la troisième

édition. Comme il faut continuellement progresser, nous avons innové cette année. Ainsi, nous avons intégré la campagne de déparasitage des enfants, l'établissement des actes de naissance. On avait préconisé la remise de ces primes et différents appuis bien avant, mais malheureusement compte tenu des contraintes de calendrier nous n'avons pas pu le faire. Maintenant que la campagne est lancée, nous nous sommes dit que c'est une occasion opportune de faire en sorte que cela se fasse au même moment que la campagne se déploie sur le terrain», explique Ishaga Daouda, le donateur. Un geste qui n'a laissé aucun bénéficiaire indifférent. «Avec les temps qui courent, il est difficile pour les parents de mieux préparer la rentrée scolaire des enfants. Un acte comme celui que vient de poser Monsieur Ishaga Daouda, président de la section Rdpc Vina sud 1C est un ouf de soulagement tant pour les parents que pour nous les élèves. Nous lui disons merci. Ceci nous galvanise à persévérer dans le travail pour être encore parmi les meilleurs de l'année prochaine»,



La prime d'excellence d'Ishaga Daouda.

témoigne Oumoul Koulsoumi, élève en classe de première A4 Arabe au Lycée de Malang.

En effet, la prime d'excellence scolaire initiée l'année dernière par Ishaga Daouda, vise à stimuler un esprit de compétition entre les élèves. Ainsi, il a décidé de primer depuis deux ans aujourd'hui, tous les premiers de chaque classe de tous les établissements de l'arrondissement de Ngaoundéré 3e de la maternelle au secondaire en

passant par le primaire. Ces lots étaient constitués de 240 sacs à dos, des cahiers et stylos à bille. Les enseignants n'ont pas été oubliés. Ils ont reçu des lots de cahiers de préparation des cours et des boîtes de craie. Ces multiples dons et actes de naissance y compris sont évalués à un peu plus de dix millions de francs. Rendez-vous a donc été pris pour l'année prochaine avec certainement d'autres innovations. ■

**EXTRÊME-NORD.** Des experts camerounais, nigériens, tchadiens et nigériens se sont penchés sur la question.

# Des réflexions sur la stabilisation du bassin du Lac Tchad

Par Moïse Amedje

La crise sécuritaire qui secoue le Cameroun, le Nigeria, le Tchad et le Niger a produit de lourdes conséquences sur leur développement socioéconomique. «Depuis 2012, on a enregistré plus de 20 000 morts, plus de 2 000 000 des déplacés et une incidence directe sur plus de 8 000 000 de personnes au Nigeria, au Niger, au Tchad et au Cameroun», précise Midjiyawa Bakary, le gouverneur de la région de l'Extrême-Nord. Tous localisés dans le bassin du lac Tchad, ces pays mènent un combat acharné contre leur ennemi commun : Boko Haram. Des actions militaires et civiles sont mises en œuvre pour anéantir cette secte terroriste. Ces déploiements ont réduit considérablement la capacité de nuisance de la nébuleuse d'origine nigérienne. Mais le noyau dur du groupe terroriste étant encore vivant, il réussit à commettre sporadiquement des exactions dans certaines localités. Ces assauts de faible ampleur repoussés dans la majorité de cas par les forces de défense, n'empêche plus la mise en place des projets de relèvement des populations. Depuis quelques mois, les États du bassin du lac Tchad avec l'appui de leurs partenaires internationaux ont entrepris des projets de stabilisation de leur espace géographique.



Une rencontre fructueuse.

Pour aboutir à l'objectif fixé, l'École Internationale des Forces de Sécurité (Eiforces) a organisé un séminaire portant sur la programmation de recherche sur les problématiques sécuritaires dans le Bassin du lac Tchad avec l'appui du Japon à travers le PNUD. Du 14 au 15 septembre 2018, des universitaires venus du Nigeria, Niger, Tchad et le Cameroun ont échangé sur la question de la stabilisation de la région du bassin du lac Tchad.

Les travaux ont été modérés par d'éminents chercheurs à l'instar des Pr Maikoréma Zakari, Ali Mahamane (Niger), Kodi Mahamat (Tchad) et Saïbou Issa (Cameroun). L'ensemble des expo-

sés et des échanges ont tourné autour de quatre axes majeurs : la cartographie stratégique du bassin du lac Tchad; les profondeurs géopolitiques; les crises et hypothèses structurelles et la résolution de la crise humanitaire à la fin des cycles de réfugiés, de déplacés et de déclassés. Au terme des travaux, le Pr Saïbou Issa, l'un des modérateurs a présenté la substance des échanges des deux jours. Elle gravite autour de cinq points essentiels. Pour ce spécialiste de sécurité transfrontalière, il faut prendre en compte la transfrontalité des enjeux de sécurité dans le bassin du lac Tchad; la consolidation d'une base de réflexion commune;

l'expansion de l'espace de recherche en intégrant l'Afrique de l'Ouest et de l'Est comme variable essentielle de la compréhension des enjeux sécuritaires de la région; l'intégration de la criminalité faunique dans le champ de recherche du fait de l'exploitation des ressources naturelles par les groupes armés et l'élaboration d'un lexique en vue d'un discours commun dans l'usage des mots et concepts liés au terrorisme.

Quelques résolutions ont sanctionné la rencontre des experts des questions de paix et sécurité. Il s'agit entre autres de la capitalisation des connaissances sur la sécurité afin de faire le point sur le terrorisme, la radicalisation et l'extrémisme violent, de finaliser l'ouvrage collectif portant sur le continuum Humanitaire-Sécurité-Développement dans le Bassin du Lac Tchad en vue de sa publication au quatrième trimestre 2018. Dans l'optique de pérenniser l'initiative de stabilisation de leurs pays; ils ont décidé de la mise en place d'un réseau spécifique par l'EIFORCES pour l'implémentation des résolutions du séminaire.

Pour le gouverneur de la région de l'Extrême-Nord qui a présidé les travaux des experts, les autorités administratives ont de nombreuses attentes relatives aux résultats du séminaire. «Ce séminaire est organisé à point nommé puisqu'il pose les jalons

d'une résolution à court, long et moyen terme. Il est urgent pour nous d'étudier de façon scientifique les causes, les conséquences pour bien définir le diagnostic et la thérapie. Nous attendons beaucoup de ce forum pour pouvoir nous prémunir pour les générations à venir» a-t-il martelé. ■

## NGAOUNDÉRÉ. La Conac accroît la sensibilisation

Par Francis Eboa

Du 18 au 19 septembre 2018, une mission de la Commission nationale Anti-Corruption (Conac) a séjourné dans la capitale de la région de l'Adamaoua. La mission conduite par Anselme Ndopata, cadre à la division de la prévention et de la communication, visait cette fois à sensibiliser les usagers sur la gratuité des services publics. Pour ce faire, des plaques où on peut lire «*le service public est gratuit*» ont été fixées un peu partout dans les services publics de Ngaoundéré et ses environs. Sur ces plaques, figure aussi en bonne place, le numéro vert de la Conac à savoir le 1517, qui permet à chaque usager d'entrer directement en contact avec la Conac afin de dénoncer les actes de corruption observés dans les services publics. Pour le lancement de cette énième campagne de sensibilisation faite par la Conac, c'est les services du gouverneur qui ont été choisis, et c'est le patron des lieux lui-même qui a fixé les plaques dans ses services. «*Cette lutte contre la corruption voulue par le chef de l'État est ardue et permanente. Nous pensons que, si nous le faisons avec insistance, ces pratiques vont être éradiquées et nous aurons donc une administration de développement et une administration de prestation de service au bénéfice des citoyens. C'est le résultat recherché dans cette lutte contre la corruption tant au niveau national que régional*», martèle Kildadi Taguiéké Boukar, gouverneur de la région de l'Adamaoua. Ainsi, l'équipe d'Anselme Ndopata a sillonné les délégations régionales et départementales, la communauté urbaine, les mairies de Ngaoundéré 1er, 2e et 3e, les établissements primaires et secondaires et le campus universitaire de Dang, pour ne citer que ces quelques services publics où plus d'une centaine de plaques ont été fixées sur les bâtiments dans les endroits les plus visibles. Déjà, en 2017, la région «*château d'eau*» du Cameroun avait été officiellement déclarée première dans la lutte contre la corruption selon les statistiques de la Conac. Une position que le gouverneur souhaite maintenir. «*Nous interpellons les fonctionnaires, les prestataires de services pour leur dire que cette bataille reste d'actualité, car elle est permanente. Elle ne va s'achever que lorsque ces pratiques seront terminées. Et je me félicite du fait qu'à travers ces plaques, la conscience de tout un chacun vient d'être à nouveau interpellée*», se réjouit ne N° 1 de l'Adamaoua. ■

## RÉACTIONS

Ali Mahamat, recteur de l'université de Diffa au Niger.

### «Nous faisons des propositions pour accompagner nos armées»

On a constitué un réseau au niveau des universités dans le bassin du Lac Tchad pour conjuguer nos efforts, effectuer des analyses approfondies sur les problèmes d'insécurité afin d'accompagner plus efficacement les populations victimes. Les forces de défense et de sécurité de nos États travaillent également dans ce sens. C'est pourquoi l'École Internationale des Forces de Sécurité du Cameroun a invité l'université de Diffa pour qu'on



rejoigne ici nos collègues des universités du Cameroun pour qu'on réflé-

chisse sur les conditions de vie de nos populations, mais aussi tenir compte de l'ensemble des efforts déployés par nos États, par les partenaires de nos états notamment les humanitaires et faire une analyse approfondie critique de la situation afin de faire des propositions pour accompagner plus efficacement les armées qui sont déployées pour améliorer les conditions de vie et de sécurité des populations dans le bassin du Lac Tchad. ■

Pr Saïbou Issa, Centre d'Étude et de recherche en paix et sécurité (Université de Maroua).

### «On peut tirer des leçons pour mieux se projeter dans l'avenir»

Nous avons au cours de ces travaux démontrés qu'il y a une articulation entre trois dimensions : la dimension sécuritaire, la dimension humanitaire et la dimension du développement, et qu'à ce jour, d'importants efforts ont été mobilisés par l'État du Cameroun, par la communauté internationale, par les populations et par les organisations de la société civile. On peut en tirer un ensemble de leçons qui sont de nature à nous permettre de nous projeter dans l'avenir pour dégager des axes de recherche, dégager les préoccupations pendantes et ouvrir de nouvelles perspectives par rapport à la sécurisation et par rapport à la stabilisation dans le bassin du Lac Tchad. Il en est ressorti effectivement que nous avons



affaire à des réalités structurelles qui expliquent la récurrence de l'instabilité dans le bassin du Lac Tchad, mais aussi il faut tenir compte des réalités locales. Pour ces raisons, il y a à la fois la nécessité de mobiliser une équipe transversale des chercheurs penseurs, d'experts, mais surtout mettre en corrélation les travaux, imbriquer les rapports transfrontaliers entre les différentes institutions de recherche du Bassin du Lac Tchad en l'occurrence celle du Niger, du Tchad et du Cameroun qui ont participé aux travaux. ■

Pr Mvomo Ela, centre de recherche et de documentation Eiforces.

### «Nous comptons créer un réseau d'universités de la zone»



Nous comptons mettre en place un partenariat zonal mettant en réseau les universités, les centres de

recherche et les experts les mieux connus et les plus aguerris. À travers des échanges d'information et de partage de vue, nous allons proposer des analyses et des grilles de solutions à nos États par rapport à cette crise dont les racines se trouvent dans la profondeur de la géographie et l'histoire. Et si nous n'y prenons pas garde, elle pourrait se prolonger davantage dans le temps. Voilà globalement ce que nous pouvons retenir. Il ne s'agit là que

des premiers pas qui en annoncent d'autres et pour lesquels nous allons dans la prochaine étape avoir à sortir un ouvrage qui sera un recueil de réflexion critique et de proposition de solutions. Sur le plan scientifique, nous avons procédé à la mise en place et à l'énonciation des prémices qui vont entraîner une analyse au cours des deux prochains mois. Et d'ici la fin de l'année 2018, nous allons publier un ouvrage qui est le fruit de notre travail. ■

**BÉNOUÉ.** Les militants des trois formations politiques ont lancé ensemble la campagne électorale.

## Le Rdpc, l'Undp et le Fsncc font l'union sacrée autour de Paul Biya



Issa Tchiroma en campagne pour Paul Biya.

Par Ebah Essongue Shabba

Le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC) a procédé le 23 septembre dernier, au cours d'un meeting très couru, au lancement de sa campagne pour l'élection présidentielle du 07 octobre prochain, dans le département de la Bénoué. Au cours de ce meeting qui a drainé de nombreux militants, sympathisants et des partis alliés à la maison du parti de Garoua, la présidente de la commission départementale de coordination de la campagne dans la Bénoué, Youssouf Adidja Alim et plusieurs autres orateurs ont profité de l'occasion pour défendre et exprimer leur fidélité à leur champion, le président Paul Biya.

Des membres du gouvernement issus de la région du Nord, des parlementaires, des directeurs généraux, des autorités administratives et des personnes de haut rang ont pris part à ce meeting de lancement de campagne au cours duquel étaient également présents les militants du FSNCC et de l'UNDP, deux formations politiques alliées au Rdpc et qui étaient représentées respectivement par Hassana Tchiroma et Badjika Ahidjo. Prenant la parole, le secrétaire général à l'organisation du FSNCC Hassana Tchiroma, a invité l'ensemble des militants présents, tout bord politique confondu, à voter le candidat Paul Biya qui d'après lui doit bénéficier encore de 07 ans pour parachever son œuvre et est le

plus expérimenté que l'ensemble des huit autres candidats. L'ambassadeur itinérant Badjika Ahidjo de l'Undp a également émis le vœu qu'au soir du 07 octobre Paul Biya soit réélu, car dit-il « nous sommes conscients à l'Undp des efforts qu'il déploie pour la défense de notre intégrité territoriale, pour l'amélioration des conditions de vie des Camerounais ou encore pour le redressement économique du Cameroun. Nous appelons tous les indécis à le plébisciter. »

Parlant des élections lors de sa prise de parole, Youssouf Adidja Alim a indiqué que ce meeting qui est la preuve de la vitalité du RDPC dans la Bénoué marque le point de départ d'un événement de la

plus haute importance et elle a invité les militants à en prendre conscience et mesurer toute la portée. Elle a ajouté que les jours à venir seront des moments d'abnégation tant le défi est grand. A cette fin, elle a appelé les militants à faire montre d'ingéniosité pour une mobilisation intelligente, permanente, et toujours plus accrue. Youssouf Adidja Alim a exhorté ses militants, de jour comme de nuit, individuellement ou collectivement, à sensibiliser continuellement de porte en porte en vue de faire adhérer les populations aux idéaux du RDPC et au programme de son candidat Paul Biya. « Vous devez privilégier l'approche constante de proximité pour créer et renforcer la confiance entre vous et les électeurs. Faites tout ce qui est en votre pouvoir non pas pour seulement assurer la réélection du président Paul Biya mais aussi pour lui assurer de votre participation massive » a déclaré la présidente de la commission départementale de coordination de la campagne dans la Bénoué qui a enfin encouragé les militants du parti du flambeau ardent à la culture de la paix, la tolérance et le vivre ensemble durant cette campagne au cours de laquelle les équipes du RDPC vont quadriller toutes les douze communes du département de la Bénoué pour une éclatante victoire du candidat qui se distingue par la force de l'expérience, slogan de campagne du candidat du RDPC. ■

## GAROUA. L'étrange prière de Madame Youssouf...



Par I-B.Y

Le chef de délégation permanente du Comité central du Rdpc dans la Bénoué, Youssouf Adidja Alim, a lancé officiellement la campagne du candidat de son parti à Garoua le 22 septembre dernier. C'était au cours d'un meeting qui a regroupé les militants des trois sections urbaines de Garoua à la maison du parti à Garoua. En plus des militants de ces trois sections, on notait en bonne place, la présence des militants de l'Undp et du Fsncc. Le meeting s'est achevé par une prière dite par Youssouf Adidja Alim, prière au cours de laquelle elle a imploré le Seigneur pour qu'il veuille sur les fils et filles de Garoua. Seulement, immédiatement après cette prière, certains de ses camarades qui suivaient la prière dans les allées de la maison du parti ont commencé à rependre la nouvelle selon laquelle elle a « demandé au Seigneur d'empêcher l'entente à Garoua et c'est très grave. » Les tenants de cette déclaration n'apportent cependant aucun élément pour étayer leur affirmation. D'autres encore sont plus précis sur la question. « J'étais présent, elle a dit Allah Ahdou Shoueindé Narral, pour dire que "Dieu empêche le manque d'entente". Quand quelqu'un fait une prière avec ces mots, à ma connaissance, ça veut dire que le Seigneur amène les unes et les autres à s'entendre. Ceux qui ont compris le contraire ont mal compris et tentent d'entretenir une mauvaise polémique. Certains participants au meeting, assis en première en ligne au cours de cette prière crient à la manipulation. "Elle n'a jamais fait une telle affirmation. J'ai suivi les travaux de bout en bout et je tombe des nues quand j'entends une telle déclaration. Elle n'a jamais déclaré que le seigneur empêche l'entente, au contraire, elle a invité tout le monde à l'unité », explique Hassana Tchiroma, secrétaire national à l'organisation du Fsncc qui représentait son parti à ce meeting. ■

**SANTÉ.** La couverture santé universelle est le projet phare du candidat du Rdpc.

## Ce que propose Paul Biya

Par Olive Atangana

Au Cameroun, moins de 2 % de la population camerounaise bénéficie d'une assurance maladie, selon une étude du Bureau international du travail (BIT). C'est que, l'accès aux soins est difficile quand 37 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Les statistiques de la Banque Mondiale montrent qu'après le Nigéria, le Cameroun est le 2e pays où le patient paye le plus de sa poche et que moins de 15 % du budget du pays est lié à la santé. D'où la décision de doter le pays d'une Couverture santé universelle (CSU). Un projet en l'étude au Cameroun depuis plus de deux décennies. « On ne va pas dire que c'est très tôt. L'élection présidentielle a lieu tous les sept ans. Ce sera encore une autre promesse phare du président qui dans son plan d'urgence avait promis en trois ans d'ouvrir des centres hospitaliers régionaux qui ne sont pas au mois d'octobre inaugurés. Donc il y a ceux qui font des promesses, d'autres veulent arriver au perchoir et qui veulent faire des promesses.

On a peut-être l'obligation de vote, mais on a le droit à la santé. Et pour contenir la maladie, il faut donner accès aux médicaments à tout le monde. En dehors de la tuberculose, du VIH et du paludisme, il n'y a rien. Donc il suffit d'avoir le cancer et vous allez connaître le goût d'une facture de santé », explique l'expert. En 2006, une précédente tentative d'installer une couverture universelle au Cameroun s'était soldée par un échec.

Au moment où se clôture le mandat de sept ans de Paul Biya entamé en 2011 et placé sous le signe des grandes réalisations, le président — candidat se félicite d'avoir fait un bilan élogieux dans tous les domaines. Celui de la santé n'est donc pas en reste, avec notamment, le renforcement de la lutte contre la maladie au moment où le pays vit une épidémie de choléra qui a déjà fait 31 morts; la construction et l'équipement des structures sanitaires pour l'amélioration de l'offre des soins, alors que dans le Grand-Nord par exemple, la construction de certaines infrastructures sanitaires accuse un



retard. « Un candidat-président qui dit j'ai construit des centres de santé et maintenant il n'y a personne pour y travailler. Quand il y a quelqu'un pour travailler, il n'y a personne pour payer les gens qui y travaillent. Les salaires sont bas. La corruption gangrène encore en augmentant les coûts cachés au niveau de la population. Il y a des symboles forts. Le président se soigne à l'étranger et il fait bénéficier aux pontes du parti des évacuations sanitaires qui devraient être pour tous les Camerounais qui n'ont pas pu trouver une solution dans leur pays. Donc on a un problème. La santé ne rentre pas suffisam-

ment dans l'agenda de tous les politiques », argue un médecin de santé publique.

Pour lui, « La santé n'a jamais été mis dans l'agenda des dirigeants du Cameroun. Jamais. Être nommé ministre de la Santé au Cameroun est perçu par certains comme une affectation disciplinaire et si on veut parler des régions du Nord, tant qu'affecter un médecin à Mayo-Baleo, à Kalfou et autres ne sera pas considéré comme une affectation disciplinaire, alors on n'aura rien résolu puisque vous pouvez mettre tout l'argent, mais s'il n'y a pas le personnel compétent qui est là, il y a un problème ». ■

**NGAOUNDÉRÉ.** Pour le moment, seules les effigies des candidats du Rdpc et de l'ADD sont visibles sur le terrain.

## Paul Biya et Garga Haman Adjii en têtes d'affiche



Affichage. Les candidats les plus en vue.

Par Bertrand Ayissi

En grands et petits formats les affiches de campagne du candidat Paul Biya sont omniprésentes à Ngaoundéré, depuis le 22 septembre dernier. Il n'est pas fortuit de préciser que d'aucuns, les militants du Rdpc notamment, ont même déjà mémorisé les messages : «Paul Biya, la force de l'expérience» et «Paul Biya, le Cameroun des grandes opportunités». «Les messages que véhiculent ces affiches, où vous ne verrez nulle part une marque du Rdpc, traduisent simplement le fait que

Paul Biya n'est plus seulement le candidat de son parti, mais celui du Cameroun tout entier», commente un haut cadre du Rdpc dans l'Adamaoua. D'ailleurs, selon les deux principales affiches grand format installées à l'entrée de Ngaoundéré en face de la cathédrale, et à l'entrée de la résidence de El Hadj Mohamadou Abbo Ousmanou, «L'Adamaoua choisit Paul Biya».

Deux affiches qui ont suscité une vague de réactions acerbes du côté des acteurs politiques des partis d'opposition, certains n'hésitant pas à parler de

«l'égoïsme et égocentrisme d'Alhadji Abbo». Ce, parce que sur ces deux «curieuses» affiches, sont placardées les photos de Paul Biya et du patriarche, chef de la délégation permanente régionale du Comité central du Rdpc dans l'Adamaoua. «Quand Alhadji Abbo dit que l'Adamaoua a choisi Paul Biya, il faut qu'il précise qu'il s'agit de "son Adamaoua" à lui. Je vois qu'il est aux antipodes de la réalité sociale de l'Adamaoua. Il y a l'Adamaoua de chez lui dans son domicile, qui vit bien, mange bien et envoie ses enfants à

l'école en temps normal, et qui n'est pas exposée à l'insécurité. Par contre, il y a l'Adamaoua qui est en proie à l'insécurité, à la pauvreté et la misère, comme les zones de Bélel, Martap, pour ne citer que celles-là», réagit l'ancien sénateur SDF Aboubakar Siroma. Et celui-ci d'estimer que : «Le Rdpc est en train de faire le feu de paille. Nous avons planifié du concret, l'affiche ne veut rien dire. Il faut être au contact direct du peuple, comme le fait notre candidat Joshua Osih. Nous sommes d'ailleurs visibles sur le terrain, nous ne nous installons pas au siège du parti pour que seules les affiches soient visibles dans les rues, sans même expliquer au peuple pourquoi on parle de l'expérience. De quelle force de l'expérience parle-t-on? Il s'agit certainement de la force de l'expérience destructrice de la Nation, destructrice de la région de l'Adamaoua, qui est à l'origine de l'insécurité dans cette région; celle qui est à l'origine de l'appauvrissement des couches sociales de l'Adamaoua. Si telle est la signification de ce slogan, c'est que c'est très grave».

En tout cas, selon l'ancien sénateur, par ailleurs président régional du SDF dans l'Adamaoua, «les affiches du SDF seront meilleures que la fameuse force de l'expérience» et seront collées incessamment à Ngaoundéré. Pour le moment, dans la ville, en dehors de Paul

Biya, quelques affiches de Garga Haman Adjii «qui a rajouté sur ses deux photos de campagne», remarque un observateur, se font voir. Le début du collage des affiches du candidat Akere Muna, est annoncé pour ce mercredi 26 septembre, en attendant ceux des autres candidats. ■

### EXTRÊME-NORD. Le SDF bat campagne dans les rues

Par Vladimir Martin

La route d'Etoudi semble parsemée d'embûches pour les militants du candidat Joshua Osih dans la région de l'Extrême-Nord. Mahamat Boukar, le secrétaire général adjoint régional de ce parti par ailleurs président départemental pour le Mayo-Sava en est bien conscient. C'est pourquoi il mobilise son état-major pour l'assaut final. Pour les anciens de ce parti, l'expérience de 1992 pourrait se revivre.

«Nous sommes confiants que l'histoire s'écrira à nouveau le 7 octobre 2018. Elle se fera avec notre contribution» scande un militant convaincu. Du côté des électeurs qui usent de toutes les astuces pour faire parler les militants on se veut sans pitié. «Les envoyés des candidats doivent parler, ils doivent bien parler sinon pas de vote pour eux» menace un électeur. Ces propos à contre-saison ne semblent pourtant pas décourager le SDF qui use d'une stratégie nouvelle. La stratégie des termites, c'est une curieuse création du SDF dont l'opinion publique est bien intéressée de voir le résultat. Le RDPC, le MRC et le parti Univers sont ici les principales cibles des hommes et femmes qui continuent de croire aux heures glorieuses du SDF. Militants, sympathisants et adhérents, ils sont ainsi nombreux à faire du bouche-à-oreille, du porte à porte et des négociations pour faire triompher le SDF au soir du 7 octobre 2018.

Pourtant, ce procédé de campagne semble poser des problèmes à certains militants. «Il faut signaler son déploiement auprès d'Elecama et de la sous-préfecture. Je crois que c'est encore une manœuvre du RDPC pour nous empêcher de battre campagne normalement» se plaint un militant. Plainte que les services du préfecture balaient d'un revers de la main. «il s'agit de faire respecter l'ordre public» précise un responsable des services de sûreté. Une explication qui ne semble pas du tout du goût des militants qui entendent bousculer les choses dans les jours à venir. ■

**BARNABAS BENJAMIN.** Le gardien de nuit âgé de 31 ans, s'occupe momentanément à coller les affiches de Paul Biya.

## Vigile et colleur d'affiches

Par Bertrand Ayissi

Il est fils de Mokolo, dans la région de l'Extrême-Nord. Aujourd'hui âgé de 31 ans, Benjamin dit exercer comme vigile au domicile d'un cacique du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc) à Ngaoundéré. Et en cette matinée du 24 septembre, il s'emploie plutôt à une activité contextuelle : coller des affiches du parti au message «Paul Biya, la force de l'expérience». Évidemment, avec tout un mur noirci en quelques minutes en face de la cathédrale de Ngaoundéré, Benjamin et deux de ses compagnons tirent pleine satisfaction de voir trôner ces images policées du président de la République sortant. Cependant, le jeune homme dit n'être pas militant du Rdpc. Il voue simplement loyauté à son «patron». D'ailleurs, à sa première expérience comme colleur d'affiches, Benjamin affirme ne pouvoir se prêter au jeu avec des affiches des huit autres candidats à l'élection présidentielle. Fidélité à son patron oblige. «Chaque fois qu'il va me le demander, je vais coller les



affiches. Et je sais déjà que je dois voter le président le 07 octobre», confie-t-il. Benjamin parle sans doute du «président» dont il colle les affiches, si l'on s'en tient à l'appartenance politique de celui dont il accomplit la volonté.

Par contre, les deux compagnons de Benjamin en cette matinée du 24 septembre en face de la cathédrale de Ngaoundéré, voient plutôt au collage des affiches, une bonne

source de revenus. Du moins, le temps de la campagne. Si ces deux manifestent leur appartenance au Rassemblement démocratique du peuple camerounais, car arborant des écharpes du parti, il n'en demeure pas moins qu'ils restent ouverts à toutes propositions pour coller les affiches des autres candidats à l'élection présidentielle du 07 octobre. «Nous sommes venus assister notre frère ce matin pour rendre plus visibles les

images du président de la République. Mais si les autres représentants des candidats nous sollicitent, nous allons coller leurs affiches. Vous savez que c'est chacun qui détermine la zone où il faut coller ses affiches. On colle par exemple les affiches du candidat Paul Biya sur ces murs parce que c'est la propriété de celui qui nous a envoyés; on ne peut pas coller les affiches d'un autre candidat sur ce rayon. Mais si ces représentants de candidats ont aussi leurs propriétés et qu'ils nous gèrent bien, il n'y a pas de mal à coller leurs affiches. Ça nous permet aussi d'avoir notre part dans cette campagne pour l'élection présidentielle», indique l'un d'eux.

Nombreux sont-ils à Ngaoundéré, pour cette campagne présidentielle, qui, comme Benjamin et ses compagnons, s'est momentanément reconvertie en colleurs d'affiches? Conducteurs de mototaxis, vigiles, chômeurs, etc. le plus souvent envoyés par des hauts cadres de partis politiques à Ngaoundéré, payés en monnaie de singe, battent campagne à leur manière. ■

**ÉDUCATION DE BASE.** Ils sont situés dans les départements du Mayo-Tsanaga et Mayo-Sava.

## 27 arrondissements encore dans l'attente du paquet minimum



Des cartons de cahiers.

Par **François Gaël Mbala (Stg)**

La rentrée scolaire au Cameroun a eu lieu le 3 septembre 2018. Outre la rareté de certains manuels au programme, certains établissements scolaires dans la région de l'Extrême-Nord se retrouvent face à un autre problème; celui de l'indisponibilité

du paquet minimum. «Jusqu'à présent, nous n'avons pas reçu notre paquet minimum. Nous nous débrouillons comme nous pouvons pour dispenser les cours. J'ai d'ailleurs tenu une réunion avec mes collaborateurs pour qu'ensemble nous trouvions une solution à ce problème. C'est difficile de fonctionner sans paquet minimum», se plaint le directeur de

l'école publique de Gadoua, localité située dans l'arrondissement de Tokombéré, département du Mayo-Sava, région de l'Extrême-Nord.

En effet, le paquet minimum correspond à l'ensemble des outils didactiques auxquels les enseignants ont recours pour préparer les leçons et assurer un bon suivi de l'apprenant. Il comporte

des manuels didactiques (boîtes de craie, règles, cartes géographiques, les livres que les enseignants utilisent pour préparer les cours, les compas. Ce matériel est un soutien que le gouvernement apporte aux enseignants du secteur public pour leur permettre de mieux exercer leur fonction. Toutes les écoles publiques du Cameroun y ont droit. Même celles qui sont dans les localités reculées du pays, comme c'est le cas de certaines écoles de l'Extrême-Nord.

D'après le délégué régional de l'Éducation de base de l'Extrême-Nord, sur les 47 inspections d'arrondissement que compte la région, seules 20 ont déjà récolté le précieux sésame. Et ces écoles se trouvent dans le Diamaré, le Logone et Chari, le Mayo-Danay et le Mayo-Kani. Les 27 autres inspections se trouvant dans les départements du Mayo-Sava et Mayo-Tsanaga, n'ont toujours pas été pourvues. Difficile de comprendre les raisons liées à ce retard criard, quand on au service central de ministère de l'Éducation de base on affirme avoir envoyé les paquets minimums aux différentes délégations régionales «en fin juillet pour certaines et début août pour d'au-

tres.»

Avec l'implémentation de la décentralisation en cours au Cameroun depuis 8 ans dans le secteur de l'éducation, c'est désormais aux mairies qu'incombe la responsabilité de préparer et distribuer le paquet minimum aux établissements fonctionnant dans leurs circonscriptions respectives. Ils les reçoivent des délégations régionales. Ensuite, ils acheminent ces paquets dans les différents arrondissements. Et c'est au niveau des arrondissements que viennent se ravitailler les directeurs d'écoles. Ces derniers les redistribuent donc à leurs collaborateurs, que sont les enseignants. Dans ce processus apparemment bien huilé, la grippe viendrait des édiiles. Contactés, certains maires de l'Extrême-Nord n'ont pas voulu s'exprimer sur la question. Insignifiant, à la limite insultant à l'endroit du corps enseignant, le paquet minimum ne représenterait plus grand-chose, comme ce fut le cas. Dans une circulaire signée de Youssouf Adidja Alim, le 13 juillet 2016, la Minedub exprimait son mécontentement aux maillonnages qui empêchent aux enseignants de bien faire leur travail. Mais deux ans après, la situation ne s'est beaucoup améliorée. ■

**Pierre Severain Ngamba,** directeur de l'école publique de Mbamti dans l'arrondissement de Banyo.

### «Le paquet minimum arrive avec un grand retard»

Interview réalisée par **Bertrand Ayissi**

**À quelle période recevez-vous le paquet minimum et comment le gérez-vous ?**

Le paquet minimum est constitué de cahiers de préparation, des boîtes de craie blanche et en couleur, des stylos, des registres d'appel, etc. S'il est vrai que nous le recevons toujours, le problème qui se pose, c'est qu'il arrive avec un grand retard. L'année dernière par exemple, nous l'avons reçu en fin de trimestre, après avoir libéré les enfants. Avec une situation comme celle-là, qui nous freine dans le démarrage de nos activités scolaires, la gestion de l'école devient un peu difficile, car les parents n'adhèrent pas tellement à la chose éducative. Notamment, les réunir pour qu'ils puissent fournir des documents n'est pas souvent évident. Je pense qu'il faille tirer la sonnette d'alarme pour que cette donne change.

**En dehors des difficultés sus évoquées, à quels autres problèmes fait face l'école publique de Mbamti dont vous avez la charge ?**

Je vais d'abord vous signaler que l'école publique de Mbamti, se situe à 30 km de Banyo, et à environ 415 km de Ngaoundéré. La première difficulté que connaît cette école, c'est le manque d'enseignants, les maîtres des parents précisément.

S'ils étaient pris en charge, le problème ne se poserait pas. Mais puisqu'ils ne le sont pas, le travail ne peut pas avancer comme il se doit, et vous ne pouvez pas exemple, nous l'avons reçu en fin de trimestre, après avoir libéré les enfants. Avec une situation comme celle-là, qui nous freine dans le démarrage de nos activités scolaires, la gestion de l'école devient un peu difficile, car les parents n'adhèrent pas tellement à la chose éducative. Notamment, les réunir pour qu'ils puissent fournir des documents n'est pas souvent évident. Je pense qu'il faille tirer la sonnette d'alarme pour que cette donne change.

**Quelles mesures prenez-vous donc, face à un paquet minimum dont l'arrivée est tardive et avec des parents qui ne coopèrent pas ?**

Généralement, en tant que directeur, j'entre souvent en contact avec le chef de village. Lui, il essaie de convoquer ses administrés pour qu'ils contribuent pour que l'école puisse se doter du matériel dont elle a besoin pour encadrer les enfants. Mais un autre problème que nous rencontrons, même avec ce matériel, c'est que généralement en début d'année, il y a de l'affluence. L'année dernière par exemple, notre école avait 537 élèves, mais nous avons fini l'année avec 299. Ce, parce que ces enfants qui désertent sont la main-d'œuvre des parents. Ces



derniers utilisent leurs enfants beaucoup plus pour les travaux champêtres, brefs, les activités agropastorales. Cette année scolaire, l'effectif des enfants attendus dans notre école primaire, c'est 542, soit 642 avec les nouveaux qui sont déjà inscrits. Pour le moment, nous sommes à 238 élèves qui viennent à l'école, les autres sont encore dans les champs. Et nous n'avons de cesse de sensibiliser les parents d'envoyer leurs enfants à l'école. Pour ce qui est des enseignants, ils sont quatre

pris en charge par l'État, et deux maîtres des parents. J'en avais huit l'année dernière, mais les parents des parents sont partis parce que le paiement n'a pas été effectif.

**En dehors des difficultés sus évoquées, à quels autres problèmes fait face l'école publique de Mbamti dont vous avez la charge ?**

Je vais d'abord vous signaler que l'école publique de Mbamti, se situe à 30 km de Banyo, et à environ 415 km de Ngaoundéré.

La première difficulté que connaît cette école, c'est le manque d'enseignants, les maîtres des parents précisément. S'ils étaient pris en charge, le problème ne se poserait pas. Mais puisqu'ils ne le sont pas, le travail ne peut pas avancer comme il se doit, et vous ne pouvez pas exercer une pression sur l'enseignant pour qu'il travaille. D'ailleurs ici, on ne peut pas dire qu'on les paie, puisqu'on leur donne 10 000 FCfa. Ce qui est insignifiant, car il doit payer un loyer, se nourrir, entre autres. Je mène donc un combat quotidien pour résorber la situation. L'autre problème que nous avons, c'est au niveau des infrastructures qui sont vieillissantes, en état de délabrement très avancé. Donc, il faut les réfectionner complètement. Le toit d'une de nos salles de classe a été emporté par le vent; heureusement que les parents se sont battus pour acheter de nouvelles tôles et refermer ce toit. Il reste néanmoins que les enfants prennent des cours dans salles de classe qui suintent, mais on se bat. Un autre problème que nous avons, c'est que le directeur de l'école n'a pas de bureau. Donc, les documents qui me sont envoyés par le ministère, sont gardés chez moi, car peuvent se mouiller ou être détruits par les enfants. Le dernier problème que je vais évoquer concerne les infrastructures sportives. Nous formons les enfants dans le domaine du sport comme nous pouvons. ■

**Mbiaga et Mireille Ebene,** Respectivement coordonnateur des activités du CRACÉSDAF et commissaire chargée du déploiement des activités culturelles, de recherche et d'éducation du CRACÉSDAF.

## Présidentielle 2018 : La lettre de la diaspora camerounaise de France aux candidats

Chers candidats à l'élection présidentielle camerounaise,

Comme vous le savez sans doute déjà, les Camerounais de la diaspora de France suivent de façon attentive les événements qui se déroulent au Cameroun et ils saisissent l'occasion de la prochaine élection présidentielle du 7 octobre 2018 pour manifester maintenant leurs désirs d'agir sur place là où la vie se trouve menacée ou demande à être améliorée. Vous l'avez bien compris, les Camerounais de la diaspora veulent rétablir les liens dans le rapport qui les associe au Cameroun. Des liens rendus flous, volontairement ou non, à travers des textes de loi qui dans le temps, souffrent de controverses, à travers de pratiques abjectes, devenues banales parce qu'acceptées ou tolérées, qui par endroit bafouent la dignité humaine. Les Camerounais de la diaspora veulent rétablir ce lien qui fait qu'ils sont de fait et de droit des citoyens camerounais, résident à l'extérieur du Cameroun au même titre que



les citoyens camerounais qui résident à l'intérieur du Cameroun. C'est avec ce regard à la fois temporel et spatial que les Camerounais de la diaspora ne veulent plus être perçus au Cameroun comme étant une menace. Elle est une opportunité dont le Cameroun doit se saisir pour se développer dans ce monde aujourd'hui globalisé. Comment peut-il en être autrement lorsque la diaspora camerounaise constitue l'acteur principal de la résilience de la population camerounaise face à une longue crise encore inachevée? Chaque membre de la diaspora y contribue en envoyant 50 € à un membre de sa famille, à un ami, à un voisin, pour les soins, pour les fournitures scolaires, etc. La diaspora camerounaise assume très bien son devoir d'humanité! Qu'en est-il de ses droits? Cette question soumise à réflexion au CRACÉSDAF par le RMDCF a conduit à l'élaboration de dix propositions, celles que nous vous présentons aujourd'hui et qui visent à améliorer la vie des Camerounais et de sa diaspora.

Des expériences des organisations maliennes et sénégalaises, bien que portées par des petites actions et contributions individuelles depuis la France, mais organisées au niveau local, celles-ci nous ont montré l'importance des mouvements diasporiques connectés en réseau. Compte tenu du caractère disséminé et diffus de la

diaspora camerounaise de France au sein des organisations sociales de plus en plus nombreuses, la diaspora camerounaise peut-elle agir sur place au Cameroun, au-delà des communautés de vie d'origine et des familles dans des actions à porter nationales? Cette question traitée par le CRACÉSDAF a interrogé sur le fonctionnement des organisations sociales actuelles, sur l'organisation des méta organisations à construire, sur celles qui en émergent et sur leur pilotage transversal.

Le Cameroun est en crise depuis son indépendance, et cette crise a conduit à l'émergence de grandes injustices. Elles se sont aggravées du fait des accélérations auxquelles les populations sont restées soumises. Ces grandes injustices dessinent pour la Cameroun, un espace de risque. Le nombre de camerounais ayant choisi de vivre à l'extérieur de leur pays de naissance connaît aujourd'hui une croissance sans égale en Afrique. Un pourcentage impressionnant de ceux-ci forme une diaspora particulièrement connectée avec le Cameroun, et les qualités de ses membres sont toutes aussi remarquables.

L'analyse des relations des mouvements diasporiques camerounais permet de mesurer que l'émigration camerounaise est un phénomène social important, elle est une oppor-

tunité dont jouit le Cameroun à travers les transferts de fonds, la survie des familles, les signes de réussite sociale, et son rôle productif dans le développement induit du Cameroun. Jusqu'ici, on ne sait pas encore mesurer ce rôle.

Les mouvements diasporiques ont des informations qu'ils souhaitent mettre à disposition, et/ou recherchent des informations qu'ils voudraient recueillir pour agir là où la vie est menacée ou demande à être améliorée. Mais très souvent, de l'expérience de nombreux membres des mouvements diasporiques camerounais, la perception selon laquelle l'élite camerounaise éprouve un rejet de sa diaspora domine. Cette perception se mesure concrètement dans la problématique de la double nationalité, dans l'aversion à utiliser ses cadres et ses intellectuels de l'étranger, comme le font si bien des pays comme le Rwanda, l'Éthiopie, le Ghana, etc.

Globalement, la diaspora reconnaît assumer ses devoirs envers le Cameroun, ces devoirs qui font que les membres de la diaspora soient des citoyens camerounais de fait. À contrario, la diaspora camerounaise a le sentiment que le Cameroun, tout au moins les gouvernants camerounais ne lui reconnaissent pas ses droits.

L'influence de la diaspora camerounaise

Jusqu'en 2013, les

Camerounais avaient globalement une perception tronquée de l'influence de la diaspora sur le Cameroun. La mesure de cette influence se limitait à un phénomène discret, diffus qui se traduisait sur place par des signes extérieurs de réussite sociale, très souvent éphémère certes, mais qui dans le temps, pour peu que l'on s'y intéresse, peut devenir une force si on l'organise. L'État du Cameroun a eu tort de ne pas s'intéresser à sa diaspora lorsqu'il a connu sa double transition démographique et épidémiologique. Il s'est concentré sur les retombées du point d'achèvement PPT. Rien d'étonnant qu'il ait à nouveau échoué. On sait aujourd'hui en 2018 que le Cameroun ne peut pas décoller sans sa diaspora, on sait également aujourd'hui que la diaspora camerounaise a un tel pouvoir sur les familles et sur les membres d'une même communauté de vie que la diaspora est en passe de devenir l'élite légitime pour les communautés de rapprochement. On assiste de plus en plus à un décentrement de l'élite postcoloniale peu légitime vers un nouveau type d'élite légitimé du fait de son rapprochement continu avec les membres de sa communauté de vie d'origine. L'élite de la diaspora ainsi légitimée suit de façon attentive la vie sociale dans sa communauté d'origine. Elle agit dans des villages par le biais des associations, et dans tous les

domaines de la vie communautaire.

Nombreuses sont ces élites qui reçoivent de plus en plus des signes de reconnaissance comme les titres d'anoblissement, etc.

Une simulation selon la technique de «l'arbre des causes» et de la règle du «vote voisin» semble indiquer que dans des conditions optimales d'élection transparente au Cameroun, ce nouveau type d'élite qui entretient déjà des fonctions de production et de reproduction au sein de sa communauté de vie d'origine, peut également y jouer un rôle majeur d'incitation au vote en faveur d'un candidat donné, même si l'élite ne vote pas elle-même. Sur 6 millions de Camerounais qui composent la diaspora camerounaise, 20 p. 100 de cette population agit en élite dans sa communauté de vie d'origine. Cela est suffisant pour que l'agrégation des influences de ces nouvelles élites contribue à neutraliser ou à faire basculer une élection au Cameroun.

Venons-en maintenant aux propositions, elles sont détaillées et argumentées dans le livret des 10 propositions publiées le 8 septembre et dont chaque candidat a reçu un exemplaire, soit directement, soit par l'intermédiaire de son représentant en France. Ce livret est disponible par simple commande au cracesdaf@gmail.com. ■

**CAMEROUN.** Les données hospitalières révèlent que cette pathologie est en progression.

## La maladie mentale crie son mal-être

Par Olive Atangana

Difficile d'oublier ce qui s'est passé dans un supermarché de Yaoundé. Une dame y avait fait intrusion et offert des denrées alimentaires aux passants, suscitant l'émoi au sein de la société. «Elle disait avoir entendu la voix du Seigneur Jésus qui lui disait que la population a faim. Il faut qu'elle vienne au secours de cette population», confie une proche. Face à ce que certains ont tôt fait de qualifier

de «sorcellerie, secte», le verdict du psychiatre est sans appel. «C'est la maladie». La maladie mentale en fait. Au Cameroun, la santé mentale se porte mal. Elle est d'ailleurs le parent pauvre du secteur de la santé sur de nombreux points. Organisationnels, ressources humaines, offres de soins et infrastructures, formations, financiers... En termes de financements par exemple, alors que 12% des affectations parmi les problèmes de santé mentale, moins de 1% du bud-

get de la santé publique. Or, «Dans notre contexte, il y aura de plus en plus de cas. Nous spécialistes de la santé mentale pouvons vous l'assurer avec tous les facteurs de risques que sont la guerre à l'Extrême-Nord, dans les régions anglophones, les réfugiés et autres. Aujourd'hui où le mal-être règne à tous les niveaux avec les situations conflictuelles de l'heure, on ne peut plus faire sans santé mentale. Nous pensons que c'est pourquoi la société a de plus en plus de problèmes. Vous



Des participants à l'atelier sur la santé mentale.

**Dr Laure Menguene,** Psychiatre à l'hôpital Jamot de Yaoundé.  
«Quelqu'un qui a un problème de santé mentale ne veut pas dire qu'il est fou»

Entretien mené par O. A

**Qu'est-ce que la santé mentale ?**

La santé mentale se définit comme un état de bien-être qui permet à un individu de se réaliser, de faire face au stress de la vie quotidienne, d'être productif et utile à la communauté. Du coup, quand on parle de santé mentale ça veut dire qu'il y a l'aspect clinique de la maladie et l'aspect développement parce qu'il y a la productivité aussi, l'utilité à la communauté. Ce qui est différent de la maladie mentale aussi qui est une affection. Parce que chaque fois qu'on parle de la santé mentale on pense à la maladie mentale. Un état de bien-être ne saurait être une maladie. Or à côté, il y a aussi une maladie. Quelqu'un qui a un problème de santé mentale ça ne veut pas dire qu'il est fou. Dans les problèmes de santé mentale, il y a le premier niveau qui est le bien-être dans lequel tout le monde se retrouve. Vous avez un problème affectif, financier, professionnel. Ça, c'est un état de mal-être qui est un problème de santé mentale et quand ce n'est pas bien géré par la société ou l'individu, il tombe donc dans la maladie mentale.

**Quelle est justement la différence entre la santé mentale et la maladie mentale ?**

La santé mentale est un état de bien-être alors que la maladie mentale est une affection qui touche la sphère affective (émotion), cognitive (intellectuelle) et comportementale. Donc un état de bien-être ne peut pas être égale à une maladie.



**Spécifiquement, qu'est-ce qu'on retrouve dans la maladie mentale ?**

Il y a plusieurs types de maladies mentales. On peut faire une dépression, on peut avoir une psychose, un trouble psychotique, on peut faire ses troubles névrotiques. Donc la consommation de la substance psychoactive et beaucoup d'autres pathologies.

**Un malade mental peut-il travailler ?**

Oui, comme tout le monde. Quand il fait ses crises, on le stabilise. Dès qu'il est stable, il reprend ses activités comme après une crise de paludisme, de fièvre typhoïde ou le diabète. D'où l'importance des soins de qualité pour qu'on puisse être réhabilité et réinséré sur le plan individuel, familial, social et professionnel.

**Qu'entend-on par hygiène mentale ?**

C'est l'ensemble des mesures et attitudes qui nous permettent d'être dans un état de bien-être. S'il n'y a pas une hygiène mentale,

le malade mental va tomber dans les problèmes de santé mentale parce que l'hygiène mentale c'est un certain nombre d'attitudes à avoir, une manière d'être, de faire. Par exemple établir ses priorités, relativiser, être positif, mettre l'amour dans sa vie, communiquer, faire du sport, avoir une bonne alimentation, s'oxygéner... Si vous n'avez pas tout ça, vous allez forcément sombrer.

**Combien de patients recevez-vous en moyenne par mois et quels sont leurs troubles ?**

Par jour, oui. C'est souvent une trentaine au moins et la pathologie la plus retrouvée c'est la dépression masquée. Parce que beaucoup viennent avec une symptomatologie symptomatique psycho somatique c'est-à-dire c'est le corps qui souffre, la tête, les insomnies, les douleurs pelviennes, abdominales alors qu'en fait, à l'intérieur, ce sont des situations stressantes qu'il vit sur le plan affectif, financier, et il est mal. Donc c'est un peu ça.

**Quels sont les facteurs de risque ?**

Sur le plan génétique, il y a des familles qui sont prédisposées. Sur le plan biologique également il y a des facteurs de risques, il y a des molécules. Quand elles dysfonctionnent, les neurotransmetteurs entraînent des troubles de comportements. Il y a le facteur sur des troubles psychologiques ; des carences affectives sur le plan psychologique, social avec les conflits, les infections, la consommation des substances psycho active, les traumatismes. Ça va dans tous les sens. ■

êtes de plus en plus négatifs et vous ne rendez pas service à la société», avertit le Dr Laure Menguene, psychiatre à l'hôpital Jamot de Yaoundé. Et ce n'est pas tout. «Toux ceux qui vivent des situations conflictuelles sont dans des problèmes de santé mentale. Il y aura de plus en plus d'agressivité. Il est temps que le Cameroun comprenne qu'il n'y a pas santé sans santé mentale», soutient celle qui est par ailleurs sous-directrice de la santé mentale au Minsanté.

Bien que les données ne soient pas disponibles, les problèmes de santé mentale sont ceux dans lesquels nous nous retrouvons tous d'après les spécialistes. Elle est transversale et touche tous les domaines de la vie (Éducation, justice, milieu professionnel, social). Seulement, elle est négligée et a un impact sur la productivité. «Quand on parle de Santé mentale, ne voyez donc pas seulement l'aspect clinique, mais celui de productivité et sociale. La santé mentale n'est pas une affaire de certains. Ça peut être ma collègue qui est mal et a des problèmes de productivités, car a un problème de mal-être. Nous sommes donc tous concernés», explique la psychiatre. Pourtant, les problèmes de la santé mentale engendrent des coûts financiers énormes de plus en plus difficiles à supporter par les individus, les familles et les collectivités. «Le mal est profond parce que notre société est une société en pleine mutation et à partir de ce moment-là, il y a beaucoup d'interrogations. Et les repères partent ; et l'homme est au centre de toutes ces mutations et ça génère beaucoup de difficultés dans l'environnement parce que l'homme se cherche ; il a besoin d'avoir des repères. Et ça crée la maladie mentale», s'alarme à son tour le Pr Biwolé Sida, Inspecteur général au Minsanté.

Et pour lui, il faut vite faire un distinguo entre la santé mentale et la maladie mentale. «S'agissant de la santé mentale, c'est une problématique qui interpelle le système de santé alors que la maladie mentale est une entité qui est plus ou moins clinique c'est-à-dire que c'est la maladie comme vous le sentez, mais la santé mentale c'est vraiment le système de santé sur son volet santé mentale c'est-à-dire prise en charge de tout ce qui a trait à la santé de l'individu et mentale».

**RESSOURCES HUMAINES**

Même si ce n'est pas seulement de l'apanage de ce secteur de la santé au Cameroun, elles sont très insuffisantes. À ce jour au pays, on compte 10 psychiatres dont deux exercent en clientèle privée, environ 100 infirmiers spécialisés en santé mentale, 30 psychologues cliniciens en activité, de nombreux prestataires socio-sanitaires. Aussi, il existe un problème de formation initiale et en continu. La Faculté de médecine de l'Université de Yaoundé I forme environ deux médecins psychiatres tous les quatre ans. L'école de formation des infirmiers spécialisés en santé mentale forme environ 10 en moyenne par an. Pour les psychologues, les statistiques ne sont pas disponibles. On peut estimer à environ 30 psychologues cliniciens qui sortent tous les trois ans. «Toutefois, ce nombre reste insuffisant par rapport à la demande actuelle», souligne-t-on à la DPS. Suffisant donc pour outiller les journalistes à travers sur la nécessité de la promotion, la sensibilisation et la communication sur la santé mentale, à l'occasion de la célébration à Yaoundé les 25 et 26 septembre 2018, des 2e journées nationales de la santé mentale. C'est sous le thème: «Minsanté/Humanitaires. État des lieux à l'ère du transfert des compétences en santé mentale». ■

**NORD.** 10 districts de santé sur 15 de la région sont désormais touchés par la maladie.

## Déjà 30 morts de choléra

Par O. A.

Depuis le 22 septembre 2018, les régions du pays vivent au rythme de la campagne électorale pour le scrutin présidentiel du 07 octobre. Ce qui donne lieu à de grands brassages populaires. Suffisant donc pour favoriser la propagation de l'épidémie du choléra en cours au Cameroun. Depuis le premier cas notifié le 18 mai 2018, le pays enregistre à ce jour 367 cas au total, dont 291 dans la région du Nord. Celle-ci est la plus touchée, avec déjà 30 décès et 10 districts de Santé désormais sur 15 en épidémie, pour un taux de létalité de 10,6%. Une situation alarmante qui a poussé le Minsanté à effectuer un périple dans cette région et celle de l'Extrême-Nord. «Le nombre de cas est en diminution, mais toutefois c'est la région où on a noté le plus

grand nombre de décès. C'est regrettable», fait savoir André Mama Fouda. Au Nord, ce dernier a visité plusieurs formations sanitaires et a constaté que des cas continuent d'être enregistrés, avec 10 personnes hospitalisées à ce jour. Soit un patient dans le DS de Golombe, deux dans celui de Ngong, six à Pitoa, et deux à Poli. «Afin de juguler donc cette épidémie dans les meilleurs délais dans la région du Nord et de continuer à préserver les autres régions d'une éventuelle propagation, j'ai instruit d'une part le renforcement du plan de riposte d'urgence dont les principaux axes sont la coordination, la réponse épidémiologique, le WASH, la communication et la sensibilisation régulière des populations et des médias. Et d'autres part, j'ai décidé un plan de riposte d'urgence d'un mois sous la coordination du gouverneur de la

région du Nord et par un groupe d'experts», déclare le Minsanté. En faisant le point sur la situation du choléra au Cameroun, il a tenu à rassurer les populations de ce que «Nous avons un dispositif de surveillance régional et départemental dans les différents DS. Nous sommes en alerte. C'est une très grosse surveillance, mais ce que nous faisons lorsqu'il y a un cas c'est de partir dans l'environnement du malade pour pouvoir refaire le circuit de tous ceux avec qui il a été en contact. Ces personnes reçoivent une prophylaxie préventive, mais nous désinfectons l'ensemble des lieux où cette personne a séjourné. Cette surveillance est donc active dans toute la région et l'ensemble des hôpitaux», informe le Minsanté.

À en croire ce dernier, rien n'est donc laissé au hasard. En effet, les autorités sanitaires ont

tenu à effectuer une descente sur le terrain afin d'apprécier le dispositif de surveillance, de riposte et de préparation de la région de l'Extrême-Nord à une éventuelle propagation de ladite épidémie. Au Nord, il a été question de ceci, mais surtout, le dispositif permettant d'arrêter la propagation de l'épidémie. Toutefois, André Mama Fouda exhorte la communauté nationale au strict respect de l'hygiène tout spécialement encore à l'approche de la campagne électorale pour l'élection présidentielle du 07 octobre prochain. «Je voudrais vous rappeler que le choléra est une maladie diarrhéique à fort potentiel dont on peut mourir en quelques heures, en l'absence de traitement. En fait, c'est la maladie de la saleté», dit le Minsanté. Elle a été déclarée officiellement le Cameroun le 14 juillet 2018.

«Depuis lors, notre plan de riposte s'est intensifié. Cela a permis que nous puissions stopper l'épidémie dans la région du Centre, car le dernier cas date du 27 août 2018. La région de l'Extrême-Nord et de l'Adamaoua qui sont identifiées comme à haut risque n'ont à ce jour enregistré aucun cas», se félicite ce dernier.

Et «À titre de rappel, je voudrais vous dire que nous avons notifié et gardé des traces depuis 1971 ou notre pays a notifié 2000 cas suspects. Par la suite, nous avons des éléments qui remontent à 1991 où le pays a notifié 4000 cas suspects. En 1996, 5484 cas suspects ; en 2004, 8000 cas ; en 2010, 10759 cas. En 2011, ça été le pic avec 23152 cas. Et en 2014, heureusement, nous avons recheté à 971 cas», dit André Mama Fouda. ■

**AFFAIRE MINISTÈRE PUBLIC/HARISSOU-SIDDIKI.** Il le tient pour responsable de ses absences à répétition aux audiences.

# Aboubakary Siddiki accuse le régisseur de la prison principale

Par Florette Manedong

Le climat a été très tendu à la prison principale de Yaoundé jeudi 20 septembre 2018. À l'origine de cette tension, une vive empoignade entre le détenu Aboubakary Siddiki, et le régisseur de ladite prison, le sieur Senguena. C'est que, rendue à sa 7ème audience depuis son ouverture en mars 2018, l'affaire opposant le ministère public à Abdoulaye Harissou et Aboubakary Siddiki n'a jamais vraiment pu se tenir. Et pour cause, l'accusé Siddiki est presque toujours absent. Une fois de plus et une fois de trop, il était absent de l'audience du 20 septembre dernier, à la Cour d'Appel de Yaoundé.

Sur le compte Twitter d'Amnesty West Africa, on peut lire relativement à cette affaire, «7 audiences, 7 renvois. Depuis le début de son procès en appel, en mars 2018, l'opposant politique Aboubakary Siddiki est systématiquement empêché de se rendre au tribunal et voit ses audiences sans cesse reportées dans une procédure sans fin. Torturé, arrêté arbitrairement et condamné suite à un procès unique devant un tribunal militaire, Siddiki est emprisonné depuis... Sa place n'est pas en prison. Nous appelons les autorités à mettre fin à ces manœuvres dilatoires et à libérer immédiatement Siddiki afin



La prison principale de Yaoundé.

qu'il puisse retrouver sa famille».

Pour le principal concerné, c'est le régisseur de la prison qui serait à l'origine de cet état de choses : «Il est derrière mes non-extractions. Il fait le dilatoire surement pour faire plaisir ou sur instruction de la Dgre. J'ai vu le CG personnellement il y a 2 jours pour lui demander pourquoi il n'envoie pas l'escorte pour moi. Sa réponse est la même que celle du président de la cour d'Appel militaire, tout comme celle du directeur de la justice militaire. À savoir que je ne dépends plus du tribunal militaire, mais du régisseur, car je suis déjà condamné». Et de

poursuivre, toujours courroucé : «10 détenus ont comparu devant la même cour sans escorte avant moi. Ahmed Abba, Doba Bokli et plusieurs autres... Mais moi, je ne passe jamais sans escorte du Gping. À mon tour, il sort la botte!» Dans le principe, c'est le tribunal militaire qui envoie le Gping pour appuyer les gardiens de prison pour l'escorte de détenus dits dangereux. «Mais je ne dépends plus du tribunal militaire», appuie Aboubakary Siddiki.

L'audience était pourtant partie pour se dérouler dans de bonnes conditions. Constatant l'absence d'une des parties, le président de la collégialité a

plusieurs fois insisté, étant prête à renvoyer le dossier en cours d'audience, en attendant l'extraction du détenu. Mais, son avocat n'était nulle part visible pour plaider dans ce sens, ayant pourtant plusieurs fois été appelés. Ce qui a fait dire au juge : «Ces gens ne veulent apparemment pas être jugés», déçu. Même la commissaire du gouvernement venue en remplacement de Douala a montré à la Cour son accusation pour signifier qu'elle était prête à avancer dans cette procédure.

C'est le 15 mars 2018 que l'affaire Abdoulaye Harissou et Aboubakary Siddiki contre le ministère public et l'État du

Cameroun a été enrôlé à la cour d'Appel du centre, statuant en matière militaire. Elle doit connaître des appels interjetés par les coaccusés, après le verdict du 30 octobre 2017, au tribunal militaire (TM) de Yaoundé. C'est que, à l'issue de ce procès clôturé devant la juridiction du TM de Yaoundé le 30 octobre 2017, le Notaire Abdoulaye Harissou avait été condamné à 03 ans de prison, mais avait été libéré quelque temps après, parce qu'avait déjà purgé cette peine, lors de sa détention provisoire. Il avait également été condamné à payer des frais de dépens s'élevant à 7 millions 407 mille 500 Fcfa. L'homme d'affaire Aboubakary Siddiki quant à lui, avait été condamné à 25 années de réclusion ferme et à payer les mêmes dépens. Le cas échéant, il devrait s'en acquitter en purgeant une contrainte par corps égale à 5 ans. ■

## POINT DE DROIT. Les peines accessoires de justice

Par Florette Manedong

La section II du code pénal camerounais traite des «autres peines accessoires» en justice. L'article 34-1 évoque le placement sous surveillance judiciaire. La peine de placement sous surveillance judiciaire est applicable aux personnes morales pénalement responsables et consiste dans la désignation d'un mandataire de justice dont la mission de contrôle et la durée sont précisées par la juridiction de jugement. La mission, prévue à l'alinéa 1 ci-dessus ne peut porter que sur l'activité à l'occasion de laquelle l'infraction a été commise. Le mandataire de justice visé à l'alinéa 1 ci-dessus rend compte au parquet compétent, aussi régulièrement que nécessaire, de l'accomplissement de sa mission. A la fin de la mission du mandataire de justice et au vu du compte de celui-ci, le parquet compétent saisit la juridiction qui a prononcé le placement sous surveillance judiciaire, laquelle révèle la personne morale de la mesure de placement.

La confiscation du «corpus delicti» est contenu dans l'article 35. En cas de condamnation pour crime ou délit, la juridiction compétente peut ordonner la confiscation de tous les biens, meubles ou immeubles appartenant au condamné et saisis, lorsque ceux-ci ont servi d'instrument pour commettre l'infraction ou qu'ils en sont le produit. (2) en matière de contravention, cette confiscation ne peut être ordonnée que dans les cas déterminés par la loi. ■

**AFFAIRE DE SÉCURISATION DES RECETTES ROUTIÈRES.** L'audition des accusés se poursuit.

# Un ancien régisseur donne sa version des faits



Halte au péage.

Par Florette Manedong

À l'issue d'une mission effectuée du 23 mai au 16 juin 2016 dans les stations de pesage de Nomayos, Nkankanzock, Ngombe et Bekoko, 09 personnes au total ont été poursuivies par l'Etat du Cameroun, le ministère public, le ministère des Transports publics et le ministère des Finances pour complicité de détournements de biens publics. Cette mission de contrôle avait été initiée à la

suite de présentation de listing de versement de fonds issus de pesages sur ces différents axes routiers, qu'une précédente mission de contrôle avait déjà trouvé non conforme, suite à des passations de service des régisseurs affectés auxdits postes.

Il avait ainsi été constaté à l'issue de ladite mission, le détournement de la somme de 749 904 241 millions de Fcfa, imputable dans les proportions, aux suivants : 569 millions 604 mille 755 francs imputés à

André Sodéa Tete, 145 millions 187 mille 240 francs pour Makane, épouse Irène Makaka, 20 millions 085 mille 751 francs pour Gaston Saatsa; 7 millions 092 milles 475 francs pour Robert Mbole Belman; 4 millions 358 mille 500 francs pour Simon Pierre Ebong Bomba (principal accusé); 3 millions 575 mille 500 francs pour Jean Pierre Enema; 2 millions 433 mille francs pour Godfroy Ondoua et 165 mille francs pour Christine Florence Mandengue Moukouri. Dans cette affaire également, est poursuivi Amadou Younoussa pour complicité de tous ces détournements.

Le 13 septembre dernier, Gaston Saatsa était à la barre pour répondre des faits qui lui sont reprochés. Pour lui, il n'est pas question de malversation dans cette affaire, mais plutôt, de retard de versement. Car explique-t-il, «j'ai eu un retard de versement, et non un déficit de caisse». Par ailleurs, poursuit l'ex-régisseur du poste de pesage de Bekoko, «le montant que je reconnais est inférieur à 14 millions de francs». Il s'explique ensuite : le trou de caisse qu'on lui impute est erroné,

arrêté de manière non contradictoire, s'appuyant sur les documents comptables reçus du chef de station de Bekoko. Or, selon lui, les documents ne retracent pas tous les versements : un peu plus de 11 millions de francs de différence avaient été reversés au trésor public, mais avec un retard. 8,5 des 20 millions qui lui sont reprochés ont également été reversés. D'ailleurs, 6,1 de ces 8 millions, l'ont été par lui-même.

Il va plus loin, soutenant que ses collaborateurs anciens caissiers et coaccusés accusés des sommes de 2,9 millions et 165 milles francs, ont également tout reversé sous ses instructions verbales. et ces documents ne les montrent pas. Pourtant, un audit contradictoire bien mené aurait révélé tout ceci. Pour finir, il nie toute intelligence avec l'ex-coordonnateur du Psrr, Ahmadou Younoussa, même si les extraits de l'enquête préliminaire lue par le représentant du Minfi à cette audience ont profondément contredit Gaston Saatsa. L'audience a été suspendue pour être reprise les 24 et 25 octobre 2018 pour le contre-interrogatoire du ministère public. ■



 **Observateur  
d'un jour**

## Présidentielle 2018

Soyez Observateurs d'un jour.

Avec vos photos et vidéos, où que vous soyez,  
faites vivre l'élection du 7 octobre dans votre  
bureau de vote sur la page facebook

# DE GUIBAI GATAMA

